

# “Guadeloupe olympique” expose grandeur et fragilité du sport

ÉCRIT PAR CÉLIA ALBÉRI

15 septembre 2023



La 40e édition des journées européennes du patrimoine se déroule ce week-end les 16 et 17 septembre, autour des thèmes patrimoine vivant et patrimoine du sport. L'exposition «Guadeloupe olympique» qui se tient au Creps (Centre de ressources d'expertise et de performance sportive) aux Abymes à cette occasion pendant les deux jours, retrace l'aventure olympique des sportifs guadeloupéens. Présentée pour la première fois à l'occasion des jeux de Beijing en 2008, elle a fait l'objet d'une refonte totale dans la perspective des Jeux olympiques de Paris 2024.

Après une introduction historique, des jeux antiques à l'ère moderne, l'exposition retrace la place et le parcours des sportifs guadeloupéens depuis la rénovation des Jeux olympiques. Cette rétrospective, richement documentée et illustrée de photographies, rappelle aussi l'histoire du sport

en France et les relations que l'Hexagone a entretenu avec les sportifs d'Outre-mer. D'abord absents lors des dix premières olympiades, les athlètes guadeloupéens affirmeront peu à peu leur présence sur la scène internationale.

À travers cette exposition, le public redécouvre les exploits du sprinter sur 100 mètres Maurice Carlton aux JO de 1936 à Berlin, de la hurdleuse Marlène Canguio aux JO de 1964 à Tokyo, de la sprinteuse sur 400 et 200 mètres Marie-José Pérec aux JO de 1992 à Barcelone et 1996 à Atlanta, de l'escrimeuse épéeiste Laura Flessel aux JO de 1996 à Atlanta, de 2000 à Sydney, 2004 à Athènes, ou encore du judoka Teddy Riner aux jeux de 2008 à Pékin, 2012 à Londres, 2016 à Rio de Janeiro et 2020 à Tokyo. L'exposition valorise les efforts de ces champions guadeloupéens qui ont défendu leur territoire et leur pays, tout au long de l'histoire des Jeux olympiques. L'exposition «Guadeloupe olympique» est composée de 17 panneaux. L'un d'entre eux s'intitule «Los Angeles 1984, les 1er jeux du sport business». Une thématique qui interroge.

*En 2021 le sport génère 71 milliards d'euros de chiffre d'affaires en France*

*BPCE L'observatoire de l'économie du sport*

Rien que pour l'édition 2020, le Comité international olympique (CIO) a généré 621 millions de dollars de recettes, malgré le report des Jeux de Tokyo. Depuis des décennies, l'industrie du sport croît à un rythme soutenu, portée par la popularité des événements sportifs et l'engagement croissant des fans. Les revenus proviennent des droits de diffusion télévisée, via des plateformes numériques directement aux consommateurs, des ventes de billets, des parrainages, du merchandising, des jeux vidéo, des paris sportifs et de nombreuses autres sources.

Le secteur sportif génère 2% environ du PIB mondial, soit près de 1 200 milliards d'euros. Selon la dernière étude de BPCE l'observatoire de l'économie du sport, en 2021 en France l'industrie du sport génère 71 milliards d'euros de chiffre d'affaires, regroupe 16 millions de licenciés (et autant de pratiquants réguliers), représente 2,6 % du PIB national, 5 millions de bénévoles, 448 000 emplois salariés, 128 000 entreprises privées de profils très hétérogènes allant de la fabrication au coaching, du sport spectacle au commerce spécialisé, des salles de sport à la gestion d'équipements etc. La valeur de l'industrie du sport en Guadeloupe n'est en revanche pas chiffrée.

*Malgré leur popularité et le fait que certains soient suivis par des milliers de pratiquants et de fans, les nombreux clubs et ligues sportifs de Guadeloupe sont amateurs et ne génèrent pas de ressources financières*

## L'industrie du sport entravée par quatre facteurs

La Guadeloupe est un territoire où le sport est profondément enraciné dans la culture, au point qu'elle se définit comme «Terre de champions». Mais malgré le nombre important de sportifs de haut niveau qui en sont originaires, toutes tranches d'âges confondues, la Guadeloupe ne compte pas parmi les territoires où le sport est un véritable secteur économique. Quatre facteurs majeurs expliquent cette contradiction.

D'abord, l'archipel guadeloupéen n'abrite pas d'entreprises qui représentent différentes facettes de l'industrie du sport, allant de la technologie sportive à la vente en ligne d'équipements et de vêtements de sport. Ensuite, malgré leur popularité et le fait que certains soient suivis par des milliers de pratiquants et de fans, les nombreux clubs et ligues sportifs de Guadeloupe sont amateurs et ne génèrent pas de ressources financières. Leur modèle est très éloigné de celui des riches et prospères ligues américaines (NFL, NBA, MLB). Par ailleurs les îles de Guadeloupe peinent à abriter des événements sportifs nombreux et majeurs.

Les acteurs publics (État, Région, commune, intercommunalités) investissent dans l'installation d'infrastructures sportives. Mais elles tombent par la suite en désuétude. Faute d'entretien et de maintien aux normes, les équipements sportifs ont du mal à respecter les cahiers des charges d'accueil d'événements sportifs internationaux. Des épreuves des 1er Jeux de la Caraïbe organisées localement en juillet 2022 n'avaient pas pu se tenir pour ce motif. L'événement organisé à bout de bras par Alain Sorèze, président du Comité régional olympique et sportif de la Guadeloupe, avait toutefois été un énorme succès populaire. Et ce malgré le fait que leur organisation avait été boudée par le préfet de l'époque Alexandre Rochat et Ary Chalus président de Région qui avaient manqué de vision prospective et de volonté politique.

---

Lire aussi : Voyé zyé, au courrier du futur

Si rien n'est fait pour organiser l'industrie sportive en Guadeloupe, plus de Guadeloupe olympique, de terre de champions, de berceau de talents sportifs.

Déjà les effets du déracinement sur la santé émotionnelle des talents contraints de quitter toujours plus tôt leur famille et leur archipel sont documentés. En 2016, dans une thèse de doctorat en sociologie intitulée "Sport de haut niveau et formation : l'exemple du Football-club de Sochaux-Montbéliard", le témoignage d'un jeune ultramarin est recueilli, en voici l'extrait :

Le lieu d'origine des pensionnaires a un impact sur la manière dont est ressenti l'éloignement des aspirants footballeurs. Certains s'accommodeent mal du climat et du mode de vie franc-comtois, d'autant plus s'ils viennent de régions lointaines ensoleillées. C'est particulièrement le cas avec les footballeurs recrutés dans les départements et territoires d'outre-mer. Un pensionnaire nous raconte :

**Entretien du 27 mars 2014, A. B., joueur U 17, né en 1998, FCSM**

**« Comment ça se passe avec les autres joueurs ? »**

« Bien mais pas comme chez moi. Chez moi, même au pôle espoir, on était proches. On était plus sensibles aux autres. Ici, c'est chacun pour soi. »

**Tu as réussi à te faire des amis ?**

« Oui, j'en ai deux originaires de Guadeloupe. On a la même culture. On a les mêmes pensées. C'est plus dur pour nous, il y a un temps d'adaptation long. »

**« Tu avais été prévenu de cela ? »**

« Non, je n'y avais même pas pensé. Je pensais que ça allait être comme chez moi. Lorsqu'on te questionne devant tes parents, qu'ils demandent s'ils vont te manquer, tu dis "non, non" mais après c'est un manque terrible. Je ne voulais pas les rendre triste. Les autres joueurs ont des parents proches qui viennent voir les matchs. Moi, je les ai au téléphone tous les soirs mais je ne peux pas les voir. Je les appelle tous les jours. »

Ce joueur décrit le décalage entre son environnement d'origine (cadre, culture, relations sociales...) et celui du centre, mais aussi entre l'image qu'il se faisait de la formation et sa réalité.

Ensuite, outre l'impact émotionnel sur les champions, la délocalisation du capital humain sportif vers d'autres régions est une externalisation négative pour l'archipel. Et les esprits dénigreurs s'appuient sur ce mouvement pour déposséder le territoire de tout mérite. Petite phrase d'ambiance : *“On les présente comme des sportifs guadeloupéens mais ils n'ont même pas atteint le haut niveau grâce à des clubs guadeloupéens”*. Par ailleurs, alors que les prévisions de croissance de l'industrie du sport sont de 6,6 % pendant les trois à cinq prochaines années, la Guadeloupe reste éloignée de ce marché de créations d'entreprises, d'emploi et de richesses. Enfin, les investissements publics dans le sport sont de plus en plus considérés comme une dépense clientéliste, excessive ou inappropriée, au détriment d'autres secteurs prioritaires tels que l'éducation, la santé, le transport, l'eau et l'alimentation.

